

40. faux récits

Les intermédiaires et les faux récits sans fin – Officiel

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican, en ce qui concerne nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

De toute évidence, la création d'une telle situation, dans laquelle les gouvernements nationaux de pays entiers ont été usurpés et ces pays ont été occupés par leurs propres forces militaires territoriales, est au mieux anti-intuitive.

La situation n'a de sens que lorsque vous réalisez qu'il s'agit de soldats embauchés sous contrat par les gouvernements nationaux, mais ils opèrent plutôt comme des mercenaires commerciaux sous la direction de sous-traitants de la British Crown Corporation.

Autrement dit, certaines actions entreprises par des banquiers et des avocats, tous des agents non déclarés de la Couronne britannique, ont créé un poste d'intermédiaire involontaire pour les sous-traitants de la British Crown Corporation --- une position qu'ils et leurs directeurs ont secrètement abusée.

Hier, nous avons décrit comment le personnel territorial britannique usurpé laissé en charge par Abraham Lincoln a substitué ses propres organisations d'État à nos prestataires de services américains, et comment ils ont également saisi illégalement et illégalement des biens appartenant à nos États et créé des fiducies d'État pour caissier nos actifs et les garder sous leur contrôle, à utiliser et à abuser pour leur bénéfice commercial non divulgué.

Nous avons également décrit comment ils ont verrouillé nos comptes dans le système bancaire sous prétexte de protéger nos actifs "pour" nous, ce qui a abouti aux comptes dits "hors grand livre". Ils ont en outre transféré nos actifs aurifères à l'étranger aux Philippines et ailleurs sous la même prétention de garder nos actifs pour nous. Ensuite, ils ont préparé une excuse, en vertu de la loi sur les services bancaires d'urgence de 1934, pour emprunter notre argent au taux d'un dollar en argent par I.O.U. déguisé en note de la Réserve fédérale.

Ainsi, les sous-traitants de la British Crown Corporation et leurs homologues de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia, ont conspiré pour verrouiller et contrôler nos terres, notre or, notre argent et d'autres actifs, y compris notre crédit, en utilisant le faux prétexte qu'ils avaient un intérêt légitime pour la garde et dire au monde qu'ils nous ont "représentés" dans ces affaires, sans contrat de preuve.

Qui peut expliquer cet étonnant manque de circonspection et le manque de respect flagrant de la loi de la part des banques internationales? Est-ce que tout le monde prétendra qu'il n'a pas pu lire ou n'avait pas de copie des Constitutions pertinentes?

Comment se fait-il que le corps diplomatique d'autres gouvernements nationaux ait accepté ces escrocs - qui sont venus vers eux avec une histoire sanglante sur une "urgence nationale" que les auteurs ont provoquée - et aucun contrat les autorisant à faire tout cela "pour" nous du tout?

Comment cela doit-il être justifié par une norme commerciale rationnelle? Où est l'effort raisonnable des autres directeurs pour nous contacter et nous informer que toutes ces présomptions et hypothèses intéressées étaient faites dans notre dos?

Nous avons également vu comment ces mêmes intérêts commerciaux sans loi se sont entendus dans le crime capital de convertir illégalement le statut politique de millions et de millions d'Américains pour promouvoir davantage de profits de guerre et de racket contre leurs employeurs, tels que la nouvelle variation du scandale des obligations de fond, substituant des bébés américains aux navires et à nos domaines américains comme cargaison.

Parmi les autres résultats criminels de ces actions par les sous-traitants de la British Crown Corporation et leurs partenaires de la Municipal Corporation, il y a le fait que nos États ne pouvaient pas payer de dettes, y compris des contrats de service. En effet, nos actifs ont été bloqués dans des fiducies par ces prétendants non autorisés et les banques ont été invitées à bloquer nos comptes par les officiers de la British Crown Corporation et les officiers de la Municipal Corporation, qui semblaient agir en tant que fiduciaires ou gardiens --- tout en agissant en tant que Executors de Son Tort, à la place.

Lorsqu'un employeur est grevé pour une raison quelconque, de sorte qu'il ne peut pas payer ses factures, les travailleurs sont simplement censés cesser de travailler et rentrer chez eux jusqu'à ce que l'employeur libère des ressources. Dans ce cas, bien sûr, les employés étaient le problème. Ils avaient créé la situation en verrouillant les comptes de l'employeur et en glissant nos actifs dans les fiducies d'État, un problème dont ils avaient l'intention de tirer pleinement parti.

Le personnel de la British Crown Corporation et le personnel de la Municipal Corporation se sont tous mystérieusement portés volontaires pour rester et accepter notre crédit comme paiement au lieu de l'or et de l'argent requis par leur contrat. Les hypocrites l'ont fait, non pas comme le reste du monde le supposait, par souci pour leurs employeurs, mais parce que c'était la seule façon pour eux de contrôler nos actifs physiques et d'accéder à notre crédit.

Comme nous l'avons noté précédemment, il n'y a pas d'accord consensuel ou d'obligation contractuelle ou d'autorisation en vigueur permettant aux sous-traitants de la British Crown Corporation ou aux sous-traitants de la Municipal Corporation, l'un ou l'autre, d'accéder au crédit de nos États.

En faisant semblant d'avoir un intérêt personnel et en faisant semblant de nous représenter --- et aussi grâce à la collusion des banques qui savaient toutes mieux - les employés ont pris le contrôle des cartes de crédit de l'employeur et ont commencé à dépenser, dépenser, dépenser.

Nous n'avons pas été informés et ignorons tous ces arrangements confortables prétendument pris par nos employés "en notre nom" et nous ne pouvions donc pas nous y opposer jusqu'à présent.

Nous souhaitons que tous les frais contractuellement non autorisés soient inversés et soumis à révision. Nous souhaitons que les fiducies d'État soient dissoutes en notre faveur et retournées à notre contrôle direct. Nous souhaitons que tous nos comptes bloqués et les comptes bloqués dont nous sommes l'héritiers soient libérés en notre faveur et sous notre contrôle direct. Nous souhaitons que notre crédit soit rétabli, rendu immédiatement accessible à nous et sous notre contrôle exclusif.

Les banques sont avisées et sur demande, tout comme les sociétés d'État britanniques offensantes et les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia et dans d'autres enclaves fédérales du monde entier.

Notez le fait que SERCO, un sous-traitant de la Couronne britannique, a fonctionné comme payeur pour toutes les forces militaires américaines.

Est-ce logique, pour un pays de laisser ses propres militaires dépendants des services Paymaster d'une société étrangère?

Non, mais cela a du sens lorsque vous réalisez que le sous-traitant de la British Crown Corporation hébergé dans le district de Columbia a fait le choix du payeur en l'absence de nos commentaires et agit au profit des intérêts de la British Crown Corporation, et non des employeurs réels.

Les sous-traitants de la British Crown Corporation opèrent secrètement dans des contrats de violation de confiance et de service intéressés depuis qu'ils ont trompé Abraham Lincoln "en tant que" président, et non le président dû à ce pays. Les sous-traitants de la Municipal Corporation sont de connivence avec eux depuis 1937 lorsqu'ils ont publié conjointement "La Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis".

Les hommes et les femmes ainsi employés dans ce qui semble être nos services armés sont censés fonctionner comme des "honorables soldats" du gouvernement national qui les a embauchés, mais même à leur insu, ils ont plutôt agi en tant que forces mercenaires commerciales, et ils ont été généreusement et trompeusement mal dirigés par les sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia pendant de nombreuses années, remontant à la soi-disant guerre civile américaine et se poursuivant depuis.

Veuillez également noter que les auteurs, les «sociétés de services gouvernementaux» étrangères opérant à partir du district de Columbia, ont également recruté nos jeunes en permanence dans des conditions de fraude, de tromperie délibérée et de non-divulcation.

Ces jeunes sont délibérément induits en erreur pour croire qu'ils "servissent leur pays" et qu'ils "défendent l'Amérique" et qu'ils sont tenus de "s'inscrire au service sélectif" --- et tout cela n'est rien d'autre qu'une couchette promue par auto-entreprises commerciales étrangères intéressées agissant en violation de la confiance et du contrat de service.

Ces jeunes hommes et femmes innocents et de nombreux officiers de carrière passent également leur vie sous ces délires et se considèrent comme des soldats honorables, n'ayant aucune idée que leurs opérations ont abouti à ce que les conflits mercenaires n'aient rien à voir avec l'honneur, la sécurité nationale (si vous supposez que c'est notre "nation" qui est servie) ou tout sauf la cupidité et l'intrigue de la Couronne britannique.

La motivation pour garder tout ce secret est apparente. Si les enrôlés savaient qu'ils s'inscrivaient comme mercenaires, ils exigeraient beaucoup plus d'argent et d'avantages. S'ils savaient qu'ils se livraient à quelque chose d'illégal et d'immoral - le profit de la guerre - beaucoup moins pourrait être séduit pour rejoindre un tel "service". S'ils savaient qu'ils n'étaient en fait pas obligés de bénéficier d'un service sélectif, beaucoup moins s'inscriraient.

Si tout le monde dans les services armés savait qu'ils contractaient avec le sous-traitant de la British Crown Corporation au lieu du gouvernement américain, et se rendait également compte qu'ils recevaient des contrats invalides, il y aurait un enfer à payer.

Et si le peuple américain, nos citoyens d'État, en prenait vent, il y aurait un enfer à payer, ainsi que des réclamations de dommages très, très substantielles.

Donc, maintenant, c'est précisément ce qui s'est passé.

Nos contrats avec les sociétés d'État britanniques et les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia se réfèrent uniquement à la défense - la défense de notre comté, de nos terres et de nos sols. Certaines obligations conventionnelles s'appliquent également aux situations survenues sur les voies navigables intérieures réelles de haute mer et navigables, dans lesquelles le monarque britannique est obligé d'agir en tant que fiduciaire et défenseur.

Dans ces deux cas, la défense de notre pays et sous obligation de confiance sur la mer, ces défenseurs embauchés pourraient fonctionner comme des soldats et des marins honorables, mais dans la grande majorité de leurs opérations, ils ont été mal dirigés comme mercenaires commerciaux par la Couronne britannique et Les intermédiaires de la Municipal Corporation.

Les soi-disant forces armées américaines n'ont pas agi en tant qu'honorable soldat national que nous voulions et avons accepté de soutenir à des fins de défense de nos États-nations et de notre peuple. Ils n'ont pas fonctionné conformément à leurs contrats avec nous - qui sont, dans ce cas, également la base constructive de l'existence de ces sociétés.

Dans leurs tentatives de redéfinir et de réinterpréter les choses en fonction d'elles-mêmes et en fonction des ambitions des sociétés d'État britanniques et des sociétés municipales qui ont mal orienté leurs activités, le personnel impliqué dans cette malversation flagrante a joué de nombreux jeux de mots pour échapper et modifier ses obligations contractuelles et ont fait tourner de nombreux faux récits pour provoquer la réponse et le soutien de notre grand public.

Par exemple, sans aucune autorisation de notre part, ils ont changé le nom du Département de la guerre en Département de la défense, apparemment parce qu'ils ne peuvent pas déclarer ou participer à une guerre réelle, et aussi pour accélérer leur expansion du sens de "défense" pour couvrir leurs invasions constantes de tel ou tel autre pays sous de faux prétextes.

Selon eux, notre pays est constamment menacé par des endroits minuscules et relativement peu développés comme le Yémen et le Mali, et dans leur imagination de l'Irak, qui ne s'est pas engagé dans une guerre en dehors de ses propres frontières depuis plus de 200 ans, ou de l'Irak simplement parce que ils voulaient contrôler le pétrole irakien et piller ses trésors culturels.

Il y a sans aucun doute beaucoup de gens dans le monde qui "détestent les Américains" parce qu'ils croient à tort que nous faisons tout ce profit de guerre et le tolérons, alors qu'en fait, notre grand public n'en sait rien - par exemple, quand "notre" invasion du Mali a-t-elle frappé les ondes? - ou, alternativement, les gens ici ont été menti par ces sous-traitants de la British Crown Corporation et de la Municipal Corporation, comme avec l'invasion de l'Irak.

La seule "arme de destruction massive" jamais trouvée était George W. La bouche couchée de Bush. Ensuite, nous découvrons après coup que la prétendue attaque au 911 était un travail intérieur au profit de Larry Silverman qui faisait face à des milliards de dollars de pertes sur les bâtiments du World Trade Center, qui avaient tous besoin d'une restauration de l'amiante, et pour excuser les Bush de payer les obligations Brady et les autres dettes du sous-traitant de la Municipal Corporation qui étaient dues, et de couvrir une attaque contre les personnes et les dossiers des auditeurs fiscaux de la marine qui se rapprochaient de toute cette fraude, faute professionnelle et violation de la confiance.

Les seuls contrats de service valides que ces prestataires de services infidèles aient jamais eu ici --- La Constitution des États-Unis et la Constitution des États-Unis d'Amérique ont été violées dans l'esprit, dans l'intention et en fait.

Nous découvrons que les sous-traitants de DOD, INC. Ont engagé des équipes de tournage hollywoodiennes pour organiser la veille de l'événement "911" pour capturer et embellir toutes les opportunités de films dramatiques --- et les avoir prêts à diffuser sous forme de séquences haute résolution recueillies à partir de tous les imaginables. angle aux réseaux de "nouvelles" complices qu'ils possèdent et contrôlent également.

Ce que nous aurions dû voir diffusé le 11 septembre 2001, ce sont des courtes vidéos et des photos non professionnelles bousculées et granuleuses prises par des touristes à l'aide d'appareils photo portables et d'i-phones. Ce que nous avons obtenu à la place, c'est la meilleure imagerie haute résolution d'Hollywood et sous tous les angles possibles. Cela en soi aurait dû dire à tout le monde avec un cerveau sur cette planète, même aux membres de la Blue Ribbon Cover-Up Commission, que l'ensemble de la soi-disant catastrophe du 11 septembre était un faux drapeau pré-planifié, présenté par les sous-traitants de la société municipale des sous-traitants à la recherche d'une occasion de justifier une invasion de l'Irak.

Nous sommes ici pour dire que le contrat constitutionnel conclu par nos citoyens d'État est un contrat de juridiction foncière et son intention est explicite; les mots signifient ce que disent les mots, et à l'exception de la Cour suprême, aucune autorité n'est établie pour interpréter ces mots pour les sous-traitants fédéraux.

Ils n'ont aucun pouvoir --- ni leur propre autorité, ni le pouvoir du tribunal dans cette affaire --- de redéfinir le sens de leur contrat avec nous. Le mot «défense» en 1789 et maintenant, signifie une

action pour s'opposer à l'invasion de nos terres et de nos sols ou pour repousser les assauts sur nos navires et marins sur les routes de haute mer et de navigation intérieure navigable.

La défense de notre nation ne permet pas d'attaques préventives contre des nations qui ne nous ont en fait pas blessés, et elle ne permet certainement pas les opérations mercenaires et les profiteurs de guerre "en nos noms" par les sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia ou ailleurs.

Nous avons fourni un bon et récent exemple des événements sous faux drapeau que ces charlatans ont utilisés comme excuse pour proliférer et profiter de la guerre, mais il y en a beaucoup d'autres. Nous avons la preuve que Franklin Delano Roosevelt a été averti de l'attaque de Pearl Harbor au moins trois jours avant qu'elle ne se produise, et il n'a rien fait. Nous avons de très bonnes preuves indirectes que le naufrage du Lusitania s'est fait à l'aide d'explosifs et non de torpilles.

Ces événements sous faux drapeau et les faux récits qui les accompagnent causent un préjudice prémédité illégal non seulement à ceux qui sont directement lésés par ces activités - les passants innocents et leurs sauveteurs, mais aussi ces innocents érigés en boucs émissaires calomniés et blâmés et souvent tué par vengeance pour des actes qu'ils n'ont pas commis, et enfin, ceux qui sont menti et qui prennent ensuite des mesures sur une base délibérément promue de mensonges qui leur sont fournis par des sources d'information qui sont toutes compromises du fait de leur licence et de leur réglementation --- et qui sont souvent détenus et exploités par ces mêmes sociétés d'État britanniques Sous-traitants et Sous-traitants de la Corporation municipale, tous opérant sans divulgation, en vertu de la couleur de la loi et des conditions de tromperie.

Nous souhaitons que ces sociétés, ainsi que leurs franchises, filiales et agences, ainsi que leurs actifs matériels et immatériels, nous soient confisqués et renvoyés à des opérations licites sous le contrôle de notre gouvernement.

Contractuellement, nous affirmons nos droits en tant que dernier homme debout.

Pour l'information et l'avis du tribunal, certains des anciens employés de ces sous-traitants renégats de la Couronne britannique et de la Municipal Corporation ont fait des efforts pour faire valoir qu'ils représentaient la Confédération fondée en vertu des articles de la Confédération en 1781. , et que la Confédération est le gouvernement national légal.

Ce n'est tout simplement pas vrai.

Les différents États-nations de l'Union créés par l'adhésion à la Déclaration d'indépendance unanime sont les entités indépendantes et souveraines référencées par tous les traités et contrats de paix. Aux fins de l'action mutuelle dans la juridiction nationale du sol, ces entités souveraines agissent comme les États-Unis, qui est la nomenclature correcte depuis 1851.

Aux fins de l'action mutuelle relevant de la juridiction internationale, ces mêmes entités souveraines opèrent sous le nom de États-Unis d'Amérique, une société holding non constituée en société organisée en Fédération des États membres depuis 1776.

Les États-Unis et les États-Unis d'Amérique sont des instruments directs au service des cinquante États-nations inscrits qui composent ce pays.

Dans nos pratiques et définitions du gouvernement américain, nous nous conformons aux mêmes pratiques et définitions de base que les autres nations utilisent - à savoir:

Les États sont des instruments internationaux des gouvernements nationaux.

Les États sont des organisations commerciales agissant sous contrat pour faire des affaires courantes pour les États.

Les États donnent naissance à des États, et non l'inverse.

Fédérations de États donner lieu à **Confédérations de États, pas le autre façon.**

Il y a une logique dans ce que sont les choses et les pouvoirs dont elles disposent et la façon dont elles sont construites.

Notre Fédération des États a vu le jour à l'automne 1776 et la Confédération des États n'a été créée qu'en 1781 - c'est-à-dire après que les États ont créé des organisations commerciales d'État pour elles-mêmes et ont donc toutes été représentées comme membres d'une telle Confédération.

Il devrait être évident pour tout le monde que les États ont une nature entièrement différente et des pouvoirs différents de ceux des organisations commerciales qui les desservent dans le cadre des constitutions de l'État d'État.

Notre Fédération des États est également de nature différente et a une autonomisation distincte et plus grande que la Confédération des États ordonnée en vertu des articles de la Confédération.

Notre Fédération des États existe toujours et nos États membres gérés par les États-nations de l'Union sont toujours compétents pour entrer en session et mener des affaires, alors que la Confédération est inopérante depuis 1861 et attend toujours la reconstruction.

C'est notre Fédération qui a été ordonnée par les États-nations souverains pour représenter les intérêts des États membres et du peuple dans les juridictions internationales et c'est notre Fédération des États qui soutient et maintient le gouvernement légal de ce pays.

Nos citoyens d'État exploitant les États membres de notre Fédération sont les gens de ce pays, et ce sont les directeurs qui ont ordonné l'adoption des contrats constitutionnels qui ont été éludés et violés et déshonorés par les sous-traitants de la British Crown Corporation et la Municipal Corporation Sous-traitants hébergés dans le district de Columbia.

C'est l'anarchie et la criminalité de ces sous-traitants incorporés susmentionnés qui ont entraîné la renaissance du Royaume des mensonges, et c'est leur mauvaise foi qui a conduit les forces armées territoriales à occuper illégalement et illégalement des pays entiers en violation de la confiance et en violation de leurs contrats avec les gouvernements nationaux.

Tout ce problème, dans le monde entier, et la violation de la foi, dans le monde entier, ont été causés par ces sous-traitants de la British Crown Corporation et de la Municipal Corporation opérant sous un manteau de secret au détriment des gouvernements nationaux.

Nous souhaitons que ces délinquants contre Dieu et l'homme soient confisqués, tous leurs avoirs remis au contrôle des gouvernements nationaux légaux et que des éléments non essentiels de ces entreprises criminelles soient liquidés.

Nous souhaitons que les banques fassent leur devoir et rendent service pour débloquer nos actifs et nos comptes hors registre et pour accélérer notre accès à nos ressources.

Nous souhaitons que les banques empêchent nos anciens employés d'avoir un autre accès non autorisé à notre crédit, directement par des crédits non autorisés, ou indirectement, via l'utilisation des personnes / PERSONNES fédérales construites qui ont été créées en notre nom à des fins de fraude et usurpation d'identité des Américains.

Nous avons mis en place notre propre système bancaire pour restituer des crédits prépayés aux victimes qui ont corrigé leur statut politique de personnes vivantes sous leur propre gouvernement national et publié la même chose dans le cadre de notre système d'enregistrement mondial ou par d'autres moyens raisonnables. Il s'agit d'un système mondial mis en place par le gouvernement américain pour restituer les actifs et les crédits pur et simple dus aux personnes vivantes et à leurs gouvernements nationaux.

Nous souhaitons que les personnes responsables de cette criminalité se retirent et cessent et renoncent à toutes les activités illégales et immorales telles que l'injection d'ARNm étranger dans des animaux et des personnes à base de viande, l'incendie criminel et la destruction de nos installations de production alimentaire et de raffinerie de pétrole, les applications de géo-ingénierie destructrices, ou tout autre déploiement intéressé de toute autre arme biologique, arme nucléaire, armes scalaires, armes à plasma ou toute autre technologie de pointe.

Ces activités, toutes comprises dans le contexte d'un conflit mercenaire, sont criminelles - illégales, illégales et immorales également. Le fait que des personnes aient dû faire face à ces attaques de la part de ceux qui ont été confiés et payés pour les protéger n'est qu'une raison de plus pour laquelle ces sous-traitants de la British Crown Corporation et les sous-traitants de la Municipal Corporation doivent être fermés de façon permanente, ainsi que toutes leurs franchises et filiales et agences.

L'antidote à cette criminalité ne peut pas être une simple question d'éducation correcte concernant les faits, ni de correction en embauchant une nouvelle direction, en modifiant les numéros de compte ou en adoptant de nouveaux noms. La vraie correction est un changement de compréhension qui conduit à un changement de cœur.

Toutes les structures organisationnelles essentielles doivent être placées sous une gestion légale du gouvernement national consacrée à la paix et au bien-être de notre planète et de notre compatriote --- pas des sociétés de mercenaires commerciaux exerçant secrètement les pouvoirs du gouvernement, désireuses de tuer des milliards de personnes et des animaux pour faire de l'argent.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

11 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 12 May 2025 02:34:04 by Admin

Updated 12 May 2025 02:34:05 by Admin